

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme

Clermont--Ferrand, le 23/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



AUVERGNE CARBURANTS

ZAC DES Ronzières
17, rue du Mont Mouchet
63510 AULNAT

Références : 20220517-RAP-63-0603-Insp Auvergne Carburants_Vfin.odt

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2022 dans l'établissement AUVERGNE CARBURANTS implanté ZAC DES Ronzières 17, rue du Mont Mouchet 63510 AULNAT. L'inspection a été annoncée le 28/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les thématiques de cette inspection correspondent aux suites de l'inspection précédent (2021) et le dossier réeamen IED, avec la proposition d'APC complémentaire sur l'actualisation des paramètres mesurés pour la surveillance des émissions dans l'eau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUVERGNE CARBURANTS
- ZAC DES Ronzières 17, rue du Mont Mouchet 63510 AULNAT
- Code AIOT dans GUN : 0016300143
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société Auvergne Carburants exerce une activité de collecte d'huiles usagées. Elle collecte dans le département du Puy de Dôme et procède au transit et regroupement des huiles collectées sur un centre de transit à Aulnat (63).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites de l'inspection 2021
- le dossier de reexamen IED - MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites

administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Quantité et volume stocké	Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, article 1.2.2	/	Sans objet
Suivi des rétentions	Arrêté Préfectoral du 2/02/2007, article 7.5.1	/	Sans objet
installations électriques	Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, article 7.4.2	/	Sans objet
Surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, Article 9.2.2	/	Sans objet
Surveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, articles 9.2.1 et 4.4.1	/	Sans objet
Directive IED	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, MTD 7	/	Sans objet
Directive IED	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, MTD 5	/	Sans objet
Directive IED	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, MTD 1 et 21	/	Sans objet
Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er et 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour répondre à la directive IED sur les MTD, un projet d'AP complémentaire sur les surveillance des rejets acqueux va être soumis à l'exploitant, avant la proposition de mise en signature à la Préfecture.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Quantité et volume stocké

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, article 1.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, quantité présente sur site
Prescription contrôlée : Capacité totale de 120 m ³
Constats : Connaissance du remplissage et des m ³ en temps réel. 65 m ³ stockés au moment de la visite. Sur l'année 2022, environ 1100 tonnes collectées.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, article 7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, rétentions
Prescription contrôlée : Article 7.5.1 de l'AP du 22 février 2007 : une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation. Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Des flaques d'eau sont présentes au moment de la visite (pluie la veille); l'étanchéité est contrôlable après une période de pluie. Les murs des rétentions sont en bon état.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, vérifications périodiques
Prescription contrôlée : Article 7.4.2. Vérifications périodiques Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.
Constats : le dernier contrôle des installations électriques date du 9/02/021 par DEKRA (pas d'observation).
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, Article 9.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, mesures acoustiques
Prescription contrôlée : Article 9.2.2. Surveillance des niveaux sonores L'exploitant fera réaliser à ses frais selon une périodicité quinquennale, par une personne ou un organisme qualifié une mesure des niveaux sonores de son établissement permettant d'apprécier le respect des valeurs limites réglementaires, en période de fonctionnement représentative de l'activité des installations. Ces mesures seront effectuées selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, en limite de propriété du site.
Constats : Les mesures acoustiques ont été réalisées par le bureau d'études Thérius le 30 septembre 2021 (conforme).
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2007, articles 9.2.1 et 4.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, paramètres contrôles et retenus
Prescription contrôlée : Article 9.2.1 de l'AP du 22 février 2007 L'exploitant fait procéder, à ses frais au moins 2 fois par an, aux prélèvements et analyses des paramètres mentionnés à l'article 4.4.1 par un laboratoire agréé par le ministère chargé de l'environnement Article 4.4.1 Elles sont ensuite rejetées dans le milieu récepteur si elles respectent les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• pH compris entre 5,5 et 8,5 ;• la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;• l'effluent ne dégage aucune odeur ;• teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l,• teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l,• absence de produits très toxiques, toxiques et de substances dangereuses pour l'environnement.
Constats : Les analyses ont été réalisées par le laboratoire Carso en mars 2022. Les analyses de 2021 sont conformes et intègrent le contrôle des paramètres traces métaux.
Observations : transmettre les résultats des dernières analyses de mars 2022
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Directive IDE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article MTD 7																																													
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des émissions dans l'eau																																													
Prescription contrôlée : Arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) 7 : surveillance des émissions dans l'eau																																													
Constats : Afin de respecter les MTD sur la surveillance des rejets acqueux, une actualisation des paramètres sera proposée dans un APC. Les modifications retenues concernent l'abaissement des VLE sur les paramètres suivants : <u>MES abaissement de 100mg/l à 60mg/l</u> <u>HCT seuil maintenu à 10mg/l</u> <u>Ajout des traces métaux pour les nouveaux paramètres.</u>																																													
Les paramètres proposés sont : <table border="1"><thead><tr><th>Paramètres</th><th>Valeur limites retenues</th><th>Périodicité</th></tr></thead><tbody><tr><td>pH</td><td>5,5 - 8,5</td><td>bi-Annuelle</td></tr><tr><td>MES</td><td>60 mg/l</td><td>bi-Annuelle</td></tr><tr><td>HCT</td><td>10 mg/l</td><td>bi-Annuelle</td></tr><tr><td>COT</td><td>60 mg/l</td><td>bi-Annuelle</td></tr><tr><td>Indice phénols</td><td>0,2 mg/l</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Azote global</td><td>25 mg/l</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Arsenic</td><td>0,05 mg/l</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Cadmium</td><td>0,05 mg/l</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Chrome</td><td>0,15 mg/l</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Cuivre</td><td>0,5 mg/l</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Mercure</td><td>0,005 mg/l (5 µg/l)</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Plomb</td><td>0,1 mg/l</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Nickel</td><td>0,5 mg/l</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Zinc</td><td>1 mg/l</td><td>Annuelle</td></tr></tbody></table>	Paramètres	Valeur limites retenues	Périodicité	pH	5,5 - 8,5	bi-Annuelle	MES	60 mg/l	bi-Annuelle	HCT	10 mg/l	bi-Annuelle	COT	60 mg/l	bi-Annuelle	Indice phénols	0,2 mg/l	Annuelle	Azote global	25 mg/l	Annuelle	Arsenic	0,05 mg/l	Annuelle	Cadmium	0,05 mg/l	Annuelle	Chrome	0,15 mg/l	Annuelle	Cuivre	0,5 mg/l	Annuelle	Mercure	0,005 mg/l (5 µg/l)	Annuelle	Plomb	0,1 mg/l	Annuelle	Nickel	0,5 mg/l	Annuelle	Zinc	1 mg/l	Annuelle
Paramètres	Valeur limites retenues	Périodicité																																											
pH	5,5 - 8,5	bi-Annuelle																																											
MES	60 mg/l	bi-Annuelle																																											
HCT	10 mg/l	bi-Annuelle																																											
COT	60 mg/l	bi-Annuelle																																											
Indice phénols	0,2 mg/l	Annuelle																																											
Azote global	25 mg/l	Annuelle																																											
Arsenic	0,05 mg/l	Annuelle																																											
Cadmium	0,05 mg/l	Annuelle																																											
Chrome	0,15 mg/l	Annuelle																																											
Cuivre	0,5 mg/l	Annuelle																																											
Mercure	0,005 mg/l (5 µg/l)	Annuelle																																											
Plomb	0,1 mg/l	Annuelle																																											
Nickel	0,5 mg/l	Annuelle																																											
Zinc	1 mg/l	Annuelle																																											
Observations : projet d'APC qui intègre l'actualisation de la surveillance																																													
Type de suites proposées : Sans suite																																													
Proposition de suites : Sans objet																																													

Nom du point de contrôle : Directive IDE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article MTD 5
Thème(s) : Risques accidentels, maintenance préventive
Prescription contrôlée : Arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles MTD 21 ;
Constats : L'exploitant a mis en place un registre de suivi des incidents ou accidents (fiche rapport événement dans un classeur, consulté en séance).
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Directive IDE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article MTD 1 et 21
Thème(s) : Risques accidentels, Fiche procédure de gestion des situations d'urgence
Prescription contrôlée : Arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD 5 et 14) IED
Constats : L'exploitant réalise une visite annuelle d'inspection (responsable du site avec le responsable QSE) pour évaluer le fonctionnement de l'installation. Un check liste permet de vérifier l'état des équipements, dispositifs, bâtiments utiles au process, avec une approche logique maintenance préventive. La traçabilité du document de contrôle est à mettre en place sous un délai de deux mois.
Observations : conserver la traçabilité de la démarche maintenance préventive
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er et 2
Thème(s) : Risques accidentels, registre déchets entrants et sortants
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants et sortants
Constats : En phase transitoire, l'exploitant utilise le BSD au format papier et le logiciel track déchets suivant les exigences des partenaires ou clients.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet